

profondément...

formation en profondeur de votre pays advienne (...)

fondés ont commencé et se poursuivront avec la même force, le même rythme, la même intensité pour l'année 2018.

L'année qui s'ouvre en effet est celle de nombreux défis et nous construisons là une bonne part de notre avenir. Pour nos territoires ruraux où nous devons construire l'accès à la téléphonie mobile et au numérique, aux transports et permettre plus d'innovations économiques et sociales (...)

Vous le voyez, tous ces chantiers jalonnent l'année 2018 et impliqueront un engagement plein et entier du Premier ministre et de son gouvernement.

Je continuerai à faire ce pourquoi vous m'avez élu: rendre la France plus forte et plus juste; permettre non pas d'adapter notre pays aux changements du monde, mais lui permettre d'être ce qu'il est: un pays fort avec une exigence universelle qui, parce qu'il est plus fort, produit davantage, peut justement assurer la solidarité sur le sol national et avoir une exigence humaniste à l'international.

Je sais que plusieurs d'entre vous ne partagent pas la politique qui est conduite par le gouvernement aujourd'hui; je le respecte et je les écouterai toujours (...) mais pour autant, je n'arrêterai pas d'agir (...) je ferai car c'est ce dont notre pays a besoin et c'est ce que vous attendez de moi.

En 2018, nous aurons à conduire d'abord sur le plan international plusieurs combats et des actions déterminées (...).

Sur le plan européen, l'année 2018 sera aussi décisive. Vous le savez, je me suis pleinement engagé dans cette bataille, car je crois très profondément que l'Europe est bonne pour la France (...) Mes chers concitoyens européens, 2018 est une année toute particulière et j'aurai besoin cette année de vous (...) J'ai besoin que nous allions plus loin sur ce plan-là aussi et que nous rompions avec les habitudes passées, que nous retrouvions ce goût en commun d'un avenir dont nous décidons pour nous-mêmes. (...)

(B)

Françaises, Français,

nous voilà ensemble au rendez-vous de notre pays et de notre avenir. Les événements de ces dernières semaines dans l'Hexagone et les Outre-mer ont profondément troublé la Nation. Ils ont mêlé des revendications légitimes et un enchaînement de violences inadmissibles et je veux vous le dire d'emblée: ces violences ne bénéficieront d'aucune indulgence. (...)

Quand la violence se déchaîne, la liberté cesse. C'est donc désormais le calme et l'ordre républicain qui doivent régner. Nous y mettrons tous les moyens car rien ne se construira de durable tant qu'on aura des craintes pour la paix civile. J'ai donné en ce sens au gouvernement les instructions les plus rigoureuses. Mais au début de tout cela, je n'oublie pas qu'il y a une colère, une indignation et cette indignation, beaucoup d'entre nous, beaucoup de Français peuvent la partager et celle-là, je ne veux pas la réduire aux comportements inacceptables que je viens de dénoncer. (...)

Sans doute n'avons-nous pas su depuis un an et demi y apporter une réponse suffisamment rapide et forte. Je prends ma part de cette responsabilité. Il a pu m'arriver de vous donner le sentiment que ce n'était pas mon souci, que j'avais d'autres priorités. Je sais aussi qu'il m'est arrivé de blesser certains d'entre vous par mes propos. Je veux ce soir être très clair avec vous. Si je me suis battu pour bousculer le système politique en place, les habitudes, les hypocrisies, c'est précisément parce que je crois plus que tout dans notre pays et que je l'aime et ma légitimité, je ne la tire d'aucun titre, d'aucun parti, d'aucune coterie; je ne la tire que de vous, de nul autre.

Nombre d'autres pays traversent ce mal vivre qui est le nôtre mais je crois profondément que nous pouvons trouver une voie pour en sortir tous ensemble. Je le veux pour la France parce que c'est notre vocation au travers de l'Histoire d'ouvrir ainsi des chemins jamais explorés pour nous-mêmes et pour le monde. Je le veux pour nous tous Français parce qu'un peuple qui se divise à ce point, qui ne respecte plus ses lois et l'amitié qui doit l'unir est un peuple qui court à sa perte.

Je le veux aussi parce que c'est en pressentant cette crise que je me suis présenté à votre suffrage pour réconcilier et entraîner et que je n'ai pas oublié cet engagement et cette nécessité.

C'est d'abord l'état d'urgence économique et sociale que je veux décréter aujourd'hui. Nous voulons bâtir une France du mérite, du travail, une France où nos enfants vivront mieux que nous. Cela ne peut se faire que par une meilleure école, des universités, de l'apprentissage et des formations qui apprennent aux plus jeunes et aux moins jeunes ce qu'il faut pour vivre libre et travailler. L'investissement dans la Nation, dans l'école et la formation est inédit et je le confirme. (...)

Mais aujourd'hui, c'est aussi avec notre projet collectif que nous devons renouer. Pour la France et pour l'Europe. C'est pourquoi le débat national annoncé doit être beaucoup plus large. Pour cela, nous devons avant toute chose, assumer tous ensemble tous nos devoirs. Le devoir de produire pour pouvoir redistribuer, le devoir d'apprendre pour être un citoyen libre, le devoir de changer pour tenir compte de l'urgence de notre dette climatique et budgétaire. (...) Ces changements de fond qui demandent une réflexion profonde et partagée, imposent un débat sans précédent. Il devra se dérouler au niveau national dans nos institutions, chacun y aura sa part (...)

219

Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies, comme trop souvent par le passé dans des crises semblables, sans que rien n'ait été vraiment compris et sans que rien n'ait changé. Nous sommes à un moment historique pour notre pays: par le dialogue, le respect, l'engagement, nous réussirons.

Nous sommes à la tâche et je reviendrai m'exprimer devant vous pour vous rendre compte. Mon seul souci, c'est vous; mon seul combat, c'est pour vous. Notre seule bataille, c'est pour la France (...).

poursuivent un objectif bien précis: semer la peur pour nous diviser ici et faire pression pour nous empêcher là-bas au Moyen-Orient de lutter contre le terrorisme. Nous faisons face à une organisation, Daech, disposant d'une assise territoriale, de ressources financières et de capacités militaires. Depuis le début de l'année, l'armée terroriste de Daech a notamment frappé à Paris, au Danemark, en Tunisie, en Égypte, au Liban, au Koweït, en Arabie saoudite, en Turquie, en Libye. Elle massacre chaque jour et opprime des populations.

C'est la raison pour laquelle la nécessité de détruire Daech constitue un sujet qui concerne toute la communauté internationale. J'ai donc demandé au Conseil de sécurité de se réunir dans les meilleurs délais pour adopter une résolution marquant cette volonté commune de lutter contre le terrorisme. (...)

(C)

Mesdames, Messieurs, mes chers compatriotes.

Je tenais à venir aujourd'hui ici, à Mulhouse, en Alsace, dans cette région Grand-Est, dans cette région qui est à ce jour la plus touchée par l'épidémie de Covid-19 et l'une des premières frappées en France, il y a près d'un mois. Dans le Grand-Est, plusieurs centaines de nos compatriotes ont perdu la vie. Plus de 700 se trouvent en état grave, placés en réanimation. Je m'associe à la douleur des familles, des proches et veux leur dire que la Nation toute entière est à leurs côtés.

Je veux aussi, ce soir, saluer la mémoire des soignants qui ont payé de leur vie leur engagement pour soigner d'autres vies, sauver d'autres vies depuis le début de cette épidémie. Le premier soignant est tombé il y a quelques jours à Compiègne. Trois soignants ont perdu la vie dans la région Grand-Est, ils avaient décidé de soigner coûte que coûte. Un gynécologue obstétricien ici à Mulhouse, un médecin généraliste, dans la commune de l'hôpital en Moselle et un médecin généraliste à Colmar, une ville elle aussi très durement touchée. Nos pensées accompagnent leurs familles, leurs proches, toute la communauté des soignants. Mes chers compatriotes, je vous ai dit il y a quelques jours que nous étions engagés dans une guerre, une guerre contre un ennemi invisible, ce virus, le Covid-19 et cette ville, ce territoire porte les morsures de celui-ci. Lorsqu'on engage une guerre, on s'y engage tout entier, on s'y mobilise dans l'unité. Je vois dans notre pays les facteurs de division, les doutes, toutes celles et ceux qui voudraient aujourd'hui fracturer le pays alors que nous ne devons avoir qu'une obsession: être unis pour combattre le virus. J'en appelle à cette unité, à cet engagement: être unis. Vous avez un Gouvernement qui est à la tâche, œuvrant pour trouver les solutions et se battant. (...) Nous n'avons qu'une priorité: battre le virus.

La Nation toute entière est mobilisée. (...) Beaucoup a été fait, sans doute pas suffisamment vite, pas suffisamment fort. L'engagement que je prends ce soir pour eux et pour la nation toute entière c'est qu'à l'issue de cette crise un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera

construit pour notre hôpital. C'est ce que nous leur devons, c'est ce que nous devons à la Nation. Cette réponse sera profonde et dans la durée. (...)

Nous sommes en guerre et face à ce qui se profile, ce pic de l'épidémie qui est devant nous, j'ai décidé, sur proposition de la ministre des Armées et du chef d'état-major des Armées, de lancer l'opération Résilience. Cette opération, distincte de l'opération Sentinelle qui continue de se concentrer sur la lutte contre le terrorisme quant à elle, cette opération Résilience sera entièrement consacrée à l'aide et au soutien aux populations ainsi qu'à l'appui aux services publics pour faire face à l'épidémie de Covid-19 en métropole et en outre-mer, en particulier dans les domaines sanitaire, logistique et de la protection. (...)

Mes chers compatriotes, Mesdames, Messieurs, je reviendrai dans quelques jours faire un point complet de la situation, vous dire les décisions prises pour les semaines à venir et les décisions plus profondes que j'entends prendre pour la nation. Mais ce soir je voulais être là, aux côtés de nos soignants, aux côtés de nos armées, aux côtés de nos malades, pour dire que toute la Nation est engagée, engagée dans ce combat. Chacun a un rôle à y jouer, chaque citoyen, parce que la Nation française est un bloc et parce que dans cette guerre nous devons faire bloc, être unis, fiers et reconnaissants pour le rôle de chacun et tenir l'unité et le courage nous permettront de vaincre. Nous ne sommes qu'au début mais nous tiendrons. (...)



Espansione Web
"Soluzioni"

EXERCICE 13

Lisez l'allocution du Président de la République française Nicolas Sarkozy du 12 décembre 2007, puis essayez de repérer la présence des stratégies du discours institutionnel et celles du discours politique de droite.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

La réforme de l'État, je l'ai promise, je la ferai. Je la ferai parce que nos finances publiques doivent être redressées. Je la ferai parce que les impôts, taxes et cotisations de toute sorte pèsent sur le pouvoir d'achat des Français, sur la compétitivité de nos entreprises et qu'il n'est plus possible de continuer à...